\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Director Ma Xuebo  
Pudong Branch of the Shanghai Public Security Bureau  
655 Dingxiang Road  
Pudong, Shanghai 200120  
People’s Republic of China

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Directeur,

**Je vous écris afin de vous faire part de ma profonde inquiétude pour la journaliste citoyenne Zhang Zhan (张展), qui se trouve actuellement au Centre de détention du nouveau district de Pudong pour «avoir cherché à provoquer des conflits et troublé l’ordre public» (寻衅滋事罪). Ces accusations sont infondées : Zhang Zhan n’a fait qu’exercer son droit à la liberté d’expression et défendre les droits d’autrui.**

Sa famille s’est efforcée en vain de lui trouver un avocat. Après avoir rencontré sa famille, l’avocat spécialiste des droits humains Fan Biaowen a été emmené par la police de Shanghai et placé en garde à vue pendant près de huit heures avant d’être relâché. En outre, la famille de Zhang Zhan est la cible de mesures d'intimidation et de menaces de la part des autorités, dans le but de les empêcher de révéler des détails sur cette affaire à la communauté internationale.

Un tel traitement est très inquiétant, puisqu’il intervient quelques mois seulement après sa libération, le 13 mai 2024, au terme de sa condamnation inique à une peine de quatre ans de prison.

Fin août, elle aurait été placée en garde à vue par la police de Shanghai, à plus de 1’000 kilomètres de la province du Gansu, située dans le nord-ouest de la Chine. Auparavant, elle avait régulièrement été convoquée pour interrogatoire par la police à Shanghai, certains de ces interrogatoires durant plus de 10 heures.

Au 8 octobre, Zhang Zhan était détenue depuis plus de 37 jours. En vertu du Code de procédure pénale chinois, les autorités peuvent détenir une personne pendant 37 jours maximum, après quoi elles doivent l’arrêter officiellement, invoquer un autre article du Code ou la libérer. L’absence d’informations supplémentaires de la part des forces de l'ordre ou des autorités judiciaires suscite de vives préoccupations quant à la légalité de sa situation et aux risques auxquels elle est exposée en détention, notamment de torture ou de traitement cruel, inhumain ou dégradant.

**Par conséquent, je vous appelle à:**

* **libérer Zhang Zhan immédiatement et sans condition;**
* **veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, elle puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec sa famille et ne soit pas soumise à des actes de torture ni à d’autres mauvais traitements;**
* **veiller à ce que Zhang Zhan puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec les avocats de son choix ou désignés par sa famille, et à ce que ces avocats puissent exercer leurs droits de la défendre de manière efficace;**
* **cesser de harceler et de menacer sa famille et les défenseur·e·s des droits humains qui lui apportent leur soutien.**

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Botschaft der Volksrepublik China, Kalcheggweg 10, 3006 Bern

Fax: 031 351 45 73, E-Mail: dashmishu@hotmail.com